



Association sans but lucratif (loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901)

**Siège social : 2, boulevard Saint Martin  
75010 PARIS**

N° de téléphone : 01 42 02 05 50

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**



**P C A Conseils**

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

---

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 – E.mail : [pca@pca-conseils.com](mailto:pca@pca-conseils.com)

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2024**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

### **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée Générale en date du 13 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport, faisant apparaître un total de bilan de 2 461 685,84 € et un résultat déficitaire de – 190 322,63€ sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **II. Fondement de l'opinion**

#### **1. Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **2. Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-80 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

- Le point VI-A précise les mouvements sur les fonds propres intervenus entre fin 2023 et fin 2024,
- Le point VI-B commente les mouvements des provisions pour risques et charges,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier présenté au nom du Conseil et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> avril 2025.

## **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 30 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

**Société PCA Conseils**

Représentée par Monsieur Maxime OUANHON



## BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

### ACTIF

NATURE	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS	VALEUR NETTE	RAPPEL AU 31/12/2023
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>441 385,40</b>	<b>318 940,37</b>	<b>122 445,03</b>	<b>127 137,24</b>
Concessions et droits similaires	14 335,20	14 335,20	-	-
Aménagement des bureaux	133 716,44	57 319,63	76 396,81	89 775,81
Matériel informatique	194 490,40	151 309,28	43 181,12	33 658,86
Mobilier de bureau	95 285,14	92 418,04	2 867,10	3 693,77
Matériel de bureau	3 558,22	3 558,22		8,80
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>40 133,57</b>	<b>-</b>	<b>40 133,57</b>	<b>38 014,14</b>
Dépôts et cautionnements	40 133,57	-	40 133,57	38 014,14
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>481 518,97</b>	<b>318 940,37</b>	<b>162 578,60</b>	<b>165 151,38</b>
<b>STOCKS IMPRIMES</b>	<b>13 857,10</b>	<b>-</b>	<b>13 857,10</b>	<b>12 868,30</b>
<b>CREANCES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>224 304,37</b>	<b>-</b>	<b>224 304,37</b>	<b>320 786,23</b>
Subventions et participations à recevoir	219 376,48	-	219 376,48	309 462,97
Autres créances	4 927,89	-	4 927,89	11 323,26
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>2 023 268,12</b>	<b>-</b>	<b>2 023 268,12</b>	<b>1 857 494,26</b>
Banque Crédit Mutuel	71 232,65	-	71 232,65	87 537,17
Livret Associatif Crédit Mutuel	1 341 836,32	-	1 341 836,32	1 769 957,09
Compte à terme Crédit Mutuel	600 000,00	-	600 000,00	-
Intérêts courus	10 199,15		10 199,15	
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>37 677,65</b>	<b>-</b>	<b>37 677,65</b>	<b>105 810,36</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 299 107,24</b>	<b>-</b>	<b>2 299 107,24</b>	<b>2 296 959,15</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>2 780 626,21</b>	<b>318 940,37</b>	<b>2 461 685,84</b>	<b>2 462 110,53</b>

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

PASSIF

NATURE	MONTANT AU 31/12/2024	RAPPEL AU 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>842 017,57</b>	<b>842 017,57</b>
Fonds de trésorerie	760 000,00	760 000,00
Fonds d'investissement	82 017,57	82 017,57
<b>RESERVE POUR PROJET DE L'ENTITE</b>	<b>357 853,63</b>	<b>219 032,85</b>
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	<b>282 866,02</b>	<b>282 866,02</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-190 322,63</b>	<b>138 820,78</b>
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 292 414,59</b>	<b>1 482 737,22</b>
<b>PROVISION POUR RISQUES</b>	<b>36 500,00</b>	<b>50 000,00</b>
<b>PROVISION POUR CHARGES</b>	<b>404 745,00</b>	<b>301 358,00</b>
<b>PROVISION POUR FONDS DE DEPART EN RETRAITE</b>	<b>89 180,00</b>	<b>79 100,00</b>
<b>DETTES DE FONCTIONNEMENT COURANT</b>	<b>217 391,37</b>	<b>247 727,13</b>
Fournisseurs	183 045,37	176 945,65
Fournisseurs, factures non parvenues	34 346,00	70 781,48
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>363 001,64</b>	<b>301 188,18</b>
Rémunérations dues au personnel	-	12 952,95
Congés à payer	178 274,92	133 021,43
Urssaf	90 103,13	81 475,37
Retraite	31 309,10	28 986,79
Prévoyance	8 908,88	8 029,53
Mutuelle	8 519,36	-
Taxe sur les salaires	22 651,09	17 464,00
Prélèvements à la source	13 984,16	13 164,75
Etat, impôts	9 251,00	4 890,00
Org. Sociaux Charges à payer	-	1 203,36
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>58 453,24</b>	
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>638 846,25</b>	<b>548 915,31</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>2 461 685,84</b>	<b>2 462 110,53</b>

## COMPTE DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

## EXERCICE 2024

CHARGES	Réel 2024	Réel 2023
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>2 147 067,46</b>	<b>1 976 224,70</b>
Appointements bruts	1 313 510,18	1 239 866,77
Salaires courants	1 320 428,46	1 232 853,72
Remboursement IJSS - Prévoyance	-12 790,28	-340,23
Indemnités de départ et de congés payés	5 872,00	7 353,28
Prime de transport	11 860,32	12 206,92
Provision pour congés à payer	28 014,88	469,29
Provision fonds de départ	10 080,00	7 050,00
Charges sociales et fiscales	783 602,08	716 631,72
. Cotisations sociales	352 057,61	333 194,07
. Cotisations chômage	54 517,72	51 248,17
. Cotisation retraite employés et cadres	100 941,72	98 414,42
. Médecine du travail	2 928,00	2 940,00
. Prévoyance et Mutuelle	59 684,37	47 443,38
. Tickets repas	44 080,88	32 861,15
. Taxe sur les salaires	122 277,96	112 918,43
. Formation continue	13 121,66	12 387,41
. Formation personnel	12 817,55	12 148,88
. Taxe Agefiph	3 936,00	12 419,00
. Provision sur indemnités de départ et de congés payés	17 238,61	656,81
<b>ACHAT DE PRESTATIONS ET DE FOURNITURES</b>	<b>408 039,37</b>	<b>385 248,78</b>
Prestations sous traitées	400 063,36	361 429,39
. Frais de stage de formation	29 116,24	6 542,76
. Travaux d'imprimerie, brochures, documentation	30 379,08	9 021,21
. Actions spécifiques et informatiques	340 568,04	345 865,42
Fluides	2 652,70	19 679,17
Fournitures de bureau	5 323,31	4 140,22
<b>SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>298 045,95</b>	<b>273 808,00</b>
Loyers et charges (bureaux)	210 863,08	197 774,97
Location matériel et logiciels	37 586,55	30 536,15
Entretien, réparations et maintenance	43 067,79	39 241,81
Assurances	6 528,53	6 255,07
<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>395 132,53</b>	<b>342 531,66</b>
Honoraires expert comptable	25 017,62	19 944,96
Honoraires CAC	8 071,60	7 992,40
Honoraires divers	35 374,50	66 882,30
Gestion paie	19 133,34	5 456,26
Annonces et insertions	-	894,20
Cadeaux aux membres	-	-
Frais de service bancaire, frais d'actes	689,54	915,74
Voyages et déplacements du personnel	10 045,72	5 452,79
Transports sur achats	158,40	87,58
Missions et réceptions	7 760,34	14 873,51
Réunions ADIL et OLL	26 672,57	17 028,37
Evènement	2 604,00	-
Réunion direction	8 592,00	13 283,00
Colloques et congrès	1 199,69	3,00
Frais affranchissements	4 227,99	3 948,64
Frais téléphone	-	3 294,91
Documentation et base de données juridiques	184 911,98	180 304,00
Cotisations et dons	2 220,00	2 170,00
Réserve création Adil	58 453,24	-
<b>A REPORTER</b>	<b>3 248 285,31</b>	<b>2 977 813,14</b>



COMPTE DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

EXERCICE 2024

CHARGES (suite)	Réel 2024	Réel 2023
REPORTS	3 248 285,31	2 977 813,14
IMPOTS ET TAXES	29 867,00	24 803,03
Impôts divers (TP)	390,00	382,00
Taxe foncière	7 500,00	7 057,64
Taxe bureau	12 726,00	12 473,39
Impôt sur produits de placement financier	9 251,00	4 890,00
PERTE SUR CREANCES IRRECouvrables	3 294,06	-
DROIT D'AUTEUR ET REPRODUCTION	26,40	-
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	422 649,18	299 238,53
Dotation aux amortissements	36 724,18	23 215,53
Dotation aux provisions pour risques et charges	385 925,00	276 023,00
Dotation aux fonds dédiés d'actions d'études et d'informations	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 704 121,95	3 301 854,70
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 295,75	4 955,76
Charges exceptionnelles	4 295,75	4 955,76
TOTAL DES CHARGES	3 708 417,70	3 306 810,46

## COMPTES DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

## EXERCICE 2024

PRODUITS	Réel 2024	Réel 2023
<b>SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET PARTICIPATIONS</b>	<b>3 107 556,54</b>	<b>2 997 385,60</b>
Collège I - Organismes publics et privés représentant les offreurs de biens et services concourant au logement	1 113 157,17	1 202 044,00
Collège II - Organismes représentant les consommateurs et les usagers	880,00	825,00
Collège III - Pouvoirs publics et organisations d'intérêt général	1 974 413,37	1 776 534,60
Collège IV - ADIL	19 106,00	17 982,00
Actions spécifiques		
<b>PRODUITS DES ACTIVITES - PARTICIPATIONS DES ADIL</b>	<b>64 302,28</b>	<b>25 482,60</b>
Formations	38 261,65	5 223,38
Abonnements et documentation	1 660,06	5 613,65
Réunions	7 107,86	14 645,57
RH mutualisée	17 272,71	-
<b>PRODUITS ACCESSOIRES</b>	<b>1 373,13</b>	<b>24,77</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>38 546,97</b>	<b>20 375,29</b>
<b>REPRISE DE PROVISIONS</b>	<b>296 038,00</b>	<b>392 702,00</b>
Fonds d'action d'études et d'informations	-	32 280,00
Fonds de départ en retraite	-	-
Risques et charges	296 038,00	360 422,00
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 507 816,92</b>	<b>3 435 970,26</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>10 278,15</b>	<b>9 660,98</b>
Produits exceptionnels	10 278,15	9 660,98
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 518 095,07</b>	<b>3 445 631,24</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 708 417,70</b>	<b>3 306 810,46</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-190 322,63</b>	<b>138 820,78</b>
<b>Dont :</b>		
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-196 305,03	134 115,56
RESULTAT EXCEPTIONNEL	5 982,40	4 705,22

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 2 461 685,84 € et le compte de résultat dont le total des produits de fonctionnement est de 3 507 816,92 € dégagent un résultat déficitaire de 190 322,63 €.

Le déficit de l'exercice s'explique par les charges engagées en 2024 pour un montant de 160 074,00 € au titre des projets de l'entité pour lesquels des réserves ont été constituées au cours des exercices précédents pour un montant de 129 178,24 €.

L'exercice social a une durée de douze mois correspondant à l'année civile.

Les comptes sont établis conformément aux dispositions du plan comptable et des règles comptables du secteur associatif à but non lucratif.

### **I - PRESENTATION DE L'ANIL :**

L'Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) a été créée en 1975 sous l'impulsion des pouvoirs publics, pour contribuer à l'accès de tous à l'information, sur l'ensemble des thématiques liées au logement.

Centre de ressources des Agences départementales d'information sur le logement (ADIL), l'ANIL a pour mission de susciter la création des ADIL et d'apporter un appui permanent à leur fonctionnement en matière de documentation, d'information, de formation et d'études.

En tenant compte des spécificités locales, les ADIL apportent au public un conseil gratuit, neutre et personnalisé sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales relatives au logement et à l'urbanisme et leur proposent des solutions adaptées à leur situation personnelle.

**II - LES CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES** sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif continue de s'appliquer.

**III - LA METHODE DE BASE RETENUE** pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### **IV - LES POINTS SUIVANTS PEUVENT ETRE PRECISES**

a) Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Leurs amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, et selon les rythmes suivants :

- |                                |           |
|--------------------------------|-----------|
| - Agencement des constructions | 10 ans    |
| - Mobilier                     | 10 ans    |
| - Autres matériels             | 3 à 5 ans |

b) Les immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition.

c) Les créances d'exploitation à recevoir sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur au 31 Décembre est inférieure à la valeur comptable.

d) Les dépenses liées aux sites internet et extranet sont comptabilisées immédiatement en charges.

### **V - FAITS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant

**VI - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT****A - Tableau de mouvement des fonds propres**

	AU 01/01/2024	DOTATION	REPRISE	AU 31/12/2024
Fonds de trésorerie	760 000,00			760 000,00
Fonds d'investissement	82 017,57			82 017,57
Réserve pour projet de l'entité	219 032,85	138 820,78		357 853,63
- Evènement du réseau		50 000,00		50 000,00
- Refonte site internet	90 000,00	50 000,00		140 000,00
- Outil recueil activité	10 000,00			10 000,00
- Outils juridiques	22 503,46	38 820,78		61 324,24
- Refonte des outils de reporting	96 529,39			96 529,39
Report à nouveau	282 866,02			282 866,02
Résultat de l'exercice	138 820,78	-190 322,63	-138 820,78	-190 322,63
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>1 482 737,22</b>	<b>-51 501,85</b>	<b>-138 820,78</b>	<b>1 292 414,59</b>

En 2024, les dépenses nettes engagées au titre de la réserve pour projet de l'entité sont les suivantes :

	Dépenses 2024	Reprise 2024
- Evènement du réseau	7 392,00	7 392,00
- Refonte site internet	37 116,00	37 116,00
- Outil recueil activité	4 200,00	4 200,00
- Outil juridique	92 220,00	61 324,24
- Refonte des outils de reporting	19 146,00	19 146,00
Total :	160 074,00	129 178,24

**B - Etat des provisions inscrits au bilan****. Provision pour indemnités de retraite**

La méthode de calcul retenue prend en compte les recommandations du réseau ANIL/ADIL qui fixe une indemnité de départ volontaire à la retraite plus favorable que l'indemnité légale. Ces engagements sont déterminés en tenant compte :

- de la capitalisation des salaires et de l'indemnité à verser aux salariés selon les modalités prévues par les recommandations du réseau ANIL/ADIL
- d'un taux de probabilité de vie de 97%,
- d'une actualisation des indemnités dues au moment du départ à la retraite par un taux tenant compte de l'inflation (3% au 31 décembre 2024) et du turn-over moyen du personnel par service.

**. Provision pour litiges**

Un litige a été engagé devant les prud'hommes par une ancienne salariée. L'ANIL a été condamnée début 2025 à payer une indemnité pour un montant de 36 500 €.

**. Provision pour charges**

Une provision pour charges figure au 31 décembre 2024 pour un montant de 404 745,00 € au titre de la collecte et du traitement des données OLL. La provision OLL est dotée en vue de faire face aux charges d'exploitation restant à engager en vue de la finalisation des opérations de collecte et de traitement des données relatives à l'Observatoire des Loyers.

	AU 01/01/2024	Dotation	Reprise	AU 31/12/2024
Provision pour indemnités de retraite	79 100,00	10 080,00	-	89 180,00
Provision pour risques	50 000,00		-13 500,00	36 500,00
Provision pour charges	301 358,00	385 925,00	-282 538,00	404 745,00
<b>TOTAL</b>	<b>430 458,00</b>	<b>396 005,00</b>	<b>-296 038,00</b>	<b>530 425,00</b>

C - Etat de l'actif immobilisé

VALEURS BRUTES	AU 01/01/2024	ACQUISITIONS 2024	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2024
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Concessions et droits similaires	14 335,20	-	-	14 335,20
Aménagement des bureaux	133 716,44	-	-	133 716,44
Matériel informatique	162 458,43	32 031,97	-	194 490,40
Mobilier de bureau	95 285,14	-	-	95 285,14
Matériel de bureau	3 558,22	-	-	3 558,22
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Dépôts et cautionnements	38 014,14	2 119,43	-	40 133,57
<b>TOTAUX</b>	<b>447 367,57</b>	<b>34 151,40</b>	<b>-</b>	<b>481 518,97</b>

VALEURS AMORTIES	AU 01/01/2024	DOTATIONS 2024	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2024
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Concessions et droits similaires	14 335,20	-	-	14 335,20
Aménagement des bureaux	43 940,63	13 379,00	-	57 319,63
Matériel informatique	128 799,57	22 509,71	-	151 309,28
Mobilier de bureau	91 591,37	826,67	-	92 418,04
Matériel de bureau	3 549,42	8,80	-	3 558,22
<b>TOTAUX</b>	<b>282 216,19</b>	<b>36 724,18</b>	<b>-</b>	<b>318 940,37</b>

D - Echéances des créances et des dettes

NATURE	TOTAL	- 1 an	à plus d'un an
<b>CREANCES</b>			
Dépôts et cautionnements	40 133,57	-	40 133,57
Subventions et participations à recevoir	219 376,48	219 376,48	-
Autres créances	4 927,89	4 927,89	-
Charges constatés d'avance	37 677,65	37 677,65	-
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>302 115,59</b>	<b>261 982,02</b>	<b>40 133,57</b>
<b>DETTES</b>			
Dettes de fonctionnement courant	217 391,37	217 391,37	-
Dettes fiscales et sociales	363 001,64	363 001,64	-
Autres dettes	58 453,24	58 453,24	-
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>638 846,25</b>	<b>638 846,25</b>	<b>-</b>

**E - Ventilation des produits de fonctionnement et des produits financiers**

- Subventions et participations	3 107 556,54
- Produits des activités	64 302,28
- Produits accessoires	1 373,13
- Produits financiers	38 546,97
- Reprise de provisions autres	296 038,00
- Reprise de fonds dédiés	-

**TOTAL DES PRODUITS****3 507 816,92****F - Autres engagements :**

. Rémunération des cadres dirigeants :

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat, aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.

Dans la mesure où il n'y a qu'un seul cadre de direction au sein de l'association, la rémunération ne sera pas communiquée, car cela reviendrait à donner une information individuelle.

. Honoraires du commissaires aux comptes :

Les honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élèvent, pour l'année 2024, à 8 071,60 € TTC. Ces honoraires ne concernent que le contrôle légal des comptes.

**G - AUTRES INFORMATIONS :**

. Effectif du personnel en 2024 : 25,80 (équivalent temps plein)